

Primaire de la gauche socialiste et démocratique

*Fabien Verdier : “**Mon combat politique commence**”*

Mercredi 16 Septembre 2026

La liste des candidats à la primaire de la gauche socialiste et démocratique est désormais arrêtée. Je n’y participerai pas comme cela et je le regrette. Je souhaite bonne chance à celles et ceux qui sont désormais en lice.

Ces dernières semaines, j’ai rencontré et écouté de nombreux élus, mais aussi de nombreux citoyens de nos ruralités, petites villes, villes moyennes, villes Sous-préfectures.

J’ai porté une idée simple qui doit entrer dans le logiciel de la gauche : **la justice territoriale**. Ce combat doit être celui de tous les élus, les parlementaires, des candidats à la primaire et à l’élection présidentielle. Aussi, je m’étonne que celles et ceux qui ont à la bouche le mot de “territoires” aient privilégié les calculs pour leur circonscription, un siège à la région... plutôt qu’une cause essentielle pour les habitants et à l’avenir du pays.

Je souhaite que ces idées soient reprises par l’ensemble des cinq prétendants. La République inclut les terroirs et territoires hors des métropoles. Il convient pour la France et la gauche d’être très ambitieux pour [rééquilibrer notre pays](#) (car des inégalités profondes se situent-là) et d’avancer sur deux jambes : les villages, les petites villes, les villes Sous-préfectures, d’une part ; les 22 métropoles, d’autre part.

Leurs préoccupations, leurs attentes et leurs aspirations sont absentes du débat national. Alors qu’il devrait être le 1er enjeu de cette campagne présidentielle. **Ce sont plus de 34 millions d’habitants dont la voix reste encore beaucoup trop peu entendue**. Ces concitoyens plus fortement impactés par les sujets de **pouvoir d’achat**, d’impossibilité à accéder aux services et aux loisirs, avec en filigrane les révoltes possibles comme en 2018 avec les gilets jaunes.

Le code postal ne doit plus décider de la santé, du travail et de l’avenir des gens. **Il faut donner plus à ceux qui ont moins (santé publique, réindustrialisation, études supérieures...) en appliquant le principe constitutionnel de péréquation**.

Ces Français demandent de la considération, ni faveur ni compassion. Ils demandent simplement **l’équité** : pouvoir se soigner, se déplacer, travailler, se former, entreprendre et accéder aux services publics dans les mêmes conditions que partout ailleurs.

La République doit être (et surtout redevenir) une et indivisible. La France est fracturée en son sein. Or, les villes Sous-préfectures (par leurs équipements, leurs histoires, leurs tissus associatifs...) sont **la solution**, pas le problème.

Je veux **remercier chaleureusement les nombreux élus qui m'ont accordé leur parrainage**, ainsi que toutes celles et ceux - très nombreux - qui m'ont accompagné, soutenu et encouragé dans cette démarche.

La gauche ne retrouvera sa raison d'être que si elle redevient capable de parler à toute la France : aux habitants des campagnes, des petites villes, des 235 villes Sous-préfectures comme à ceux des grandes villes ; aux classes populaires comme aux classes moyennes, à tous ceux qui travaillent et qui estiment à juste titre que la République s'est profondément éloignée d'eux.

C'est le sens des propositions que je porte. Elles sont plus que jamais d'actualité. Il s'agit d'un point de départ. Je continue à les défendre, à les enrichir et à œuvrer pour qu'elles trouvent leur place dans un projet pour la France.

Dans les semaines qui viennent, j'écouterai attentivement les propositions des candidats, de manière libre, au service de l'intérêt général. La justice territoriale, l'égalité d'accès aux services publics, la réindustrialisation (avec inversion du zéro artificielle nette - ZAN - au profit des petites villes ; l'IS inversé ; etc.), [l'enseignement supérieur et la recherche \(ESR\)](#), l'IA, l'excellence pour les terroirs, la promotion des classes moyennes et populaires et la nécessité de parler à nouveau à tous les Français... constituent des impératifs.

L'action politique procède d'un travail de fond, avec des propositions claires et financées. Les nôtres résultent de ce travail approfondi depuis plusieurs années.

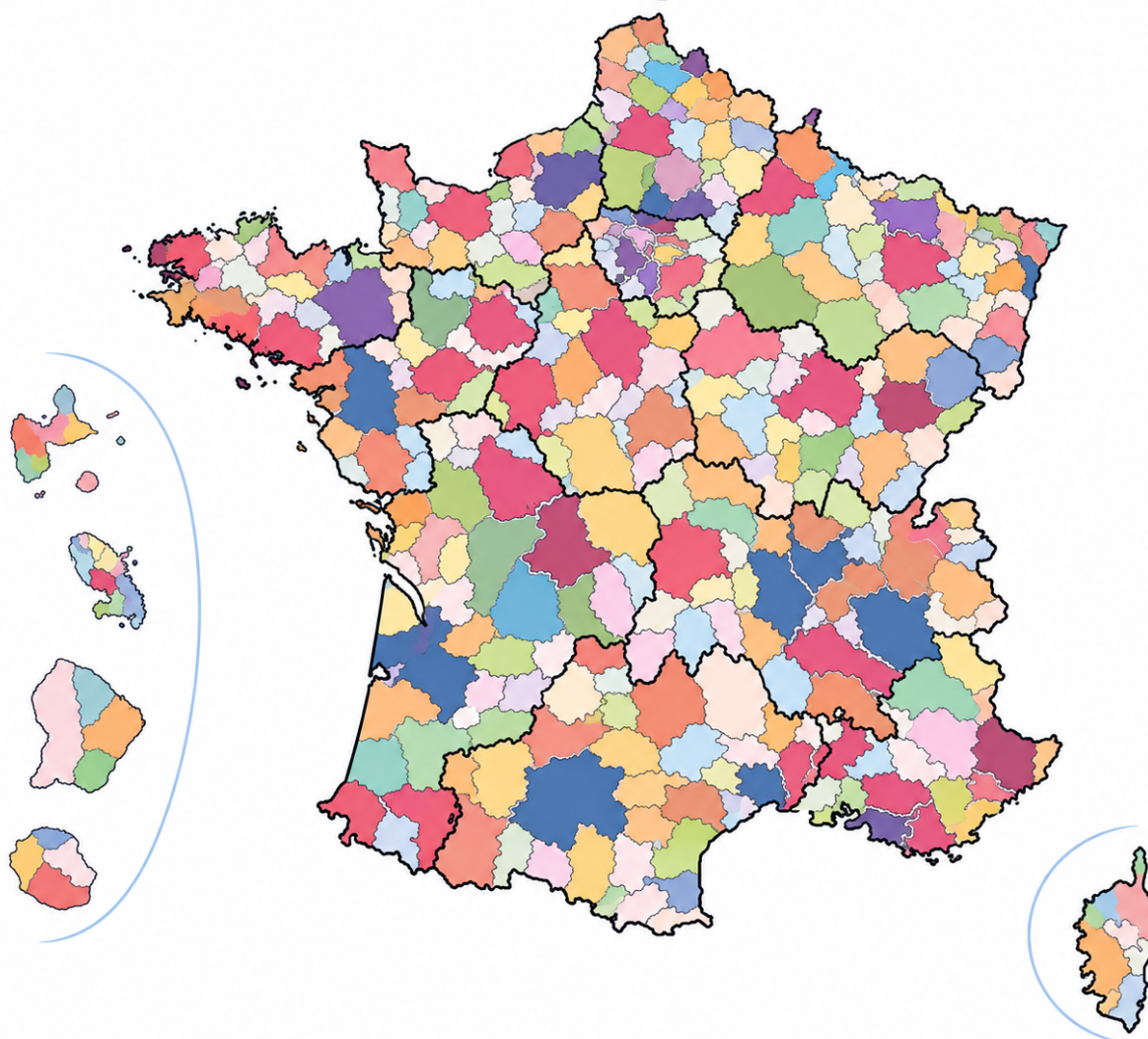
Mon choix ne sera guidé ni par les appartenances ni par les circonstances, mais par l'intérêt général et les engagements qui seront pris sur ces sujets.

Mon combat politique commence. Pour que plus aucune Française, plus aucun Français n'ait le sentiment - et la réalité - de compter moins qu'un autre selon l'endroit où il vit.

Chacun à son niveau doit pouvoir piloter sa zone de vie, sa zone d'emploi, sa province. La responsabilité et l'avenir démocratique passent par là. Ceux qui vivent loin des centres ne doivent plus rester loin des décisions.

Parce qu'en République, un code postal ne doit jamais déterminer un destin.

Les 306 zones d'emploi en France



Source : Insee / Dares, zonage 2020

* : une zone d'emploi est un espace géographique à l'intérieur duquel **la plupart des actifs résident et travaillent**, et dans lequel les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts (source : INSEE).

Rappel : [notre appel](#)

Nos propositions : www.fabienverdier.fr (ainsi que les dizaines de tribunes et prises de position publiées dans les médias nationaux, depuis plusieurs années)

Nous suivre : <https://x.com/FabienVerdier28>

@ : fabienverdier.choisir2027@gmail.com (pour proposer, innover, débattre du fond...).

L'analyse de la fracture territoriale en quelques courtes scènes de vie :

1. Une maternité fermée et des femmes qui accouchent à cinquante kilomètres. Un rendez-vous chez l'ophtalmologiste dans huit mois (et trente kilomètres).
2. Un dernier train à 18 h 47. Une gare sans guichet.
3. Une usine qui employait quatre cents personnes et qui en emploie quatre-vingt-dix. Une classe qui ferme parce qu'il manque deux élèves.
4. Ce n'est pas un ressenti, c'est un relevé. Une réalité.
5. Et cela dure depuis vingt ans, malheureusement sous tous les gouvernements.